



Association pour la **P**romotion
des **A**ctivités **S**ocio **E**ducatives
de **V**énissieux

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACHAT-CADRE DE SERVICES

**ORGANISATION DE SEJOURS VACANCES ENFANTS ET ADOLESCENTS
VACANCES HIVER - PRINTEMPS - ETE
ANNEE 2019**

Association pour la **Promotion des **A**ctivités **S**ociaux **E**ducatives de **V**énissieux**
Hôtel de ville
5 avenue Marcel Houël
69200 Vénissieux
Tél : 04 72 21 44 28

SOMMAIRE

<u>1 - Dispositions générales du contrat</u>	3
<u>1.1 - Objet du contrat</u>	3
<u>1.2 - Décomposition du contrat</u>	3
<u>1.3 - Mode de passation</u>	Erreur ! Signet non défini.
<u>1.4 - Type d'accord-cadre</u>	3
<u>1.5 - Forme de marché</u>	4
<u>1.6 - Réalisation de prestations similaires</u>	4
<u>2 - Pièces contractuelles</u>	4
<u>3 - Durée et délais d'exécution</u>	5
<u>3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations</u>	5
<u>3.2 - Durée du contrat</u>	5
<u>3.3 - Reconduction du contrat</u>	5
<u>4 - Prix</u>	5
<u>4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués</u>	5
<u>4.2 - Modalités de variation des prix</u>	5
<u>5 - Garanties Financières</u>	5
<u>6 - Avance</u>	5
<u>7 - Modalités de règlement des comptes</u>	6
<u>7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs</u>	6
<u>7.2 - Présentation des demandes de paiement</u>	6
<u>7.3 - Délai global de paiement</u>	6
<u>7.4 - Paiement des cotraitants</u>	7
<u>8 - Conditions d'exécution des prestations</u>	7
<u>9 - Constatation de l'exécution des prestations</u>	8
<u>9.1 - Vérifications</u>	8
<u>9.2 - Décision après vérification</u>	8
<u>10 - Garantie des prestations</u>	8
<u>11 - Pénalités</u>	8
<u>12 - Assurances</u>	8
<u>13 - Résiliation du contrat</u>	9
<u>13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre</u>	9
<u>13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire</u>	9
<u>14 - Règlement des litiges et langues</u>	9
<u>15 - Clauses complémentaires</u>	10
<u>16 - Dérogations</u>	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Achat de séjours en centres de vacances pour enfants de 4 à 18 ans non révolus en France et à l'étranger en direction des habitants de Vénissieux pour l'année 2019 et reconductible une fois.

Les séjours devront être en lien avec le projet éducatif de l'APASEV qui s'inscrit dans les orientations de la politique éducative de la ville de Vénissieux et s'articule autour d'une volonté, dans le domaine des loisirs et des vacances, à contribuer à l'éducation des enfants et jeunes Vénissiens.

La prestation proposée en centre de vacances ou en camps en France et à l'étranger durant les périodes d'hiver, printemps et été devra comprendre : transport, hébergement, pension complète, encadrement, activités sportives ou culturelles.

Les séjours proposés doivent être en gestion directe et les repas préparés sur place.

Les orientations pédagogiques et les activités de chaque séjour devront s'inscrire dans le cadre du projet éducatif de l'Apasev joint au dossier de la consultation.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution : 69200 Vénissieux

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 5 lots :

- ✓ Lot 1 : séjours Hiver en France
- ✓ Lot 2 : séjours Printemps en France
- ✓ Lot 3 : séjours Printemps à l'étranger
- ✓ Lot 4 : séjours Eté en France
- ✓ Lot 5 : séjours Eté à l'étranger

Les soumissionnaires peuvent proposer une offre par lot ou une offre pour l'ensemble des lots.
Chaque accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.4 - Type d'accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre avec minimum et maximum passé en application des articles 78 et 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Les montants annuels pour la durée du marché sont :

Description lots	Montants TTC minimum	Montants TTC maximum
Lot N° 1 : Hiver France	1 000 €	4 000€
Lot N° 2 : Printemps France	2 000€	6 000€
Lot N° 3 : Printemps Etranger	1 000€	5 000€
Lot N° 4 : Eté France	18 000€	30 000€
Lot N° 5 : Eté Etranger	8 000€	15 000€

1.5 - Forme de marché

Il s'agit d'un marché à bons de commande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure adaptée à l'article 30-I 7° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations correspondra au début des vacances scolaires de février de l'année 2019.

3.2 - Durée du contrat

L'accord cadre est conclu pour une période de un (1) an à compter de sa notification et renouvelable de façon expresse une (1) fois par période de un (1) an, sans que la durée totale du marché ne dépasse 2 ans.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

3.3 - Reconduction du contrat

L'accord-cadre est reconduit de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 2 ans.

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Dans le cas où l'accord-cadre est reconduit, le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

L'offre de prix sera indiqué HT et T.T.C. PAR SEJOUR ET PAR ENFANT

Le prix est réputé comprendre toutes les charges : hébergement en pension complète, encadrement, transport (aller-retour Lyon) activités liées au projet pédagogique, assurances.

Le titulaire est engagé exclusivement pour la ou le(s) commande(s) effectuée(s) par l'Apasev.

Le prix appliqué comprend toutes les charges fiscales, parafiscales afférentes aux prestations ainsi que les frais d'administration et de gestion des centres d'accueil et de personnel, charges comprises d'une manière générale toutes les prestations décrites dans le présent document.

Si l'organisme a un droit d'adhésion, il doit être facturé à part du montant du séjour.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix annuels sont fermes et non actualisables.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

L'Apasev s'engage à régler le solde dans un délai maximum de 30 jours suivant réception par l'Apasev de la demande de règlement émise par le titulaire suite à l'exécution des prestations.

Les factures seront adressées au : Service Comptabilité- APASEV - Hôtel de ville 5 Avenue Marcel Houël 69200 Vénissieux.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et seront établies en un original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristourne ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché.
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

APASEV
HOTEL DE VILLE
5 Avenue Marcel Houël
BP 24
69631 Vénissieux Cedex

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles définis.

8 - Conditions d'exécution des prestations

8.1. Réservations effectuées sur la base de bons de commandes

Pour chaque type de séjour, le titulaire s'engage à réserver à l'Apasev à partir de la notification du marché un certain nombre d'options (places pour les séjours de référence).

L'Apasev s'engage, de son côté, à une date déterminée, ci-après dénommée la « date de rétrocession », à indiquer au titulaire par le biais d'un mail le nombre exact de places qui sera en définitif bloqué pour son compte et qui fera l'objet d'une facturation, hors cas d'annulation. L'Apasev a la possibilité d'adresser par téléphone ou mail, jusqu'au jour de la date de rétrocession, le nombre de places qu'elle entend retenir. La date d'émission faisant foi.

Les places non définitivement bloquées par l'Apasev, à la date de rétrocession, sont rendues au titulaire.

Toute demande de places supplémentaires formulée par l'Apasev, après la date de rétrocession, se fera au coup par coup selon les disponibilités du titulaire et aux mêmes conditions. Le titulaire s'engage à confirmer toute demande de places supplémentaires, par écrit (courrier ou mail), dans les plus brefs délais. Les demandes s'effectueront par le biais d'un mail d'options. Les places objets de ces commandes ne seront acceptées par le prestataire que sous réserve de son accord express.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

L'Apasev assure par ailleurs, les inscriptions et un lien permanent avec les familles pendant toute la durée des séjours.

MONTANTS - ENGAGEMENT FINANCIER

L'Apasev pourra commander, en fonction de ses besoins, le nombre de séjours dans la limite globale des montants indiqués sur le dossier de consultation.

Le prestataire s'engage pour l'ensemble des séjours proposés dans le bordereau de prix unitaire. Il sera possible en raison du faible nombre d'inscriptions enregistrées, de circonstances exceptionnelles ou imprévues, d'annuler un séjour en accord avec les deux parties.

ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à :

- à fournir à l'Apasev sur demande le récépissé de la déclaration des séjours à la DRDJSCS
- rencontrer les responsables de l'Apasev pour faire un bilan en octobre / novembre
- participer à une réunion d'information sur les séjours organisée par l'Apasev à l'attention des parents et enfants concernés avant les départs en vacances. Pour cela, le prestataire donnera délégation au responsable de chaque séjour.
- recevoir dans les centres des représentants de l'Apasev
- recevoir les familles en dehors des visites organisées par le Centre ; elles devront en informer auparavant le directeur du séjour.
- Il présentera les activités prévues et le projet pédagogique par tous moyens qu'il jugera nécessaires (support vidéo - photos diapos...). Il devra expliquer les règles de vie qu'il entend appliquer pendant le Séjour
- Il fera un retour des événements et un bilan succinct du séjour à l'Apasev concernant les enfants vénissiens ayant fréquentés le séjour.

9 - Constatation de l'exécution des prestations

9.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la livraison conformément aux articles 22 et 23.2 du CCAG-FCS.

Le candidat s'engage à respecter les points listés dans le CCTP

9.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

11 - Pénalités

Des pénalités seront appliquées après observation écrite du pouvoir adjudicateur cas de :

- Retard d'exécution (non respect du calendrier initial des séjours ou des périodes de bilan)
- Mauvaise exécution (insuffisance sur le contenu des séjours, des bilans, et tout format de compte rendu).

La pénalité est due sans pouvoir dépasser un plafond fixé à 15% du montant du marché (y compris avenant en plus-value).

La pénalité appliquée sera de 5% du montant du bon de commande relatif à la prestation.

Par dérogation au CCAG, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités journalières de retard.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des documents suivants :

- contrat d'assurance couvrant les bâtiments, annexes et dépendances, (pour les camps fixes)
- contrat d'assurance responsabilité civile et responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Le prestataire devra souscrire une assurance couvrant assistance, rapatriement et tout accident ou dommage causé par le fait ou à l'encontre de chacun des enfants (responsabilité civile et individuelle). Il devra informer l'APASEV immédiatement de tout incident, accident ou maladie.

Le vol, le vandalisme, la destruction volontaire de matériel appartenant au centre ou à un tiers relèvent de la responsabilité personnelle civile et pénale des représentants légaux et de leurs auteurs qui seront tenus financièrement à la réparation des dommages. Le prestataire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

Dans le cas où le prestataire ne pourrait respecter son engagement, avant et pendant le séjour, l'Apasev se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Lyon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Clauses complémentaires

L'Apasev se réserve le droit de procéder à l'annulation d'un ou plusieurs séjours pour cause grave : trouble de l'ordre public dans la commune, conflit, révolte....

L'Apasev pourra à tout moment procéder à la résiliation du marché dans le cadre de l'article 28 du C.C.A.G (Cahier des Clauses Administratives Générales) dans les circonstances suivantes :

- non-respect des engagements ayant trait à l'hygiène et à la sécurité physique et affective des enfants,
- non-respect de la réglementation de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, des Services Vétérinaires et de la Commission de Sécurité, manquement à la probité ou aux mœurs, non-réalisation des prestations prévues.

En cas de mauvaise exécution ou d'exécution ne respectant pas les articles stipulés dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières, l'Apasev pourra dénoncer le présent marché, sans avoir préalablement notifié au titulaire une mise en demeure.

Tous les frais occasionnés par le préjudice subi seront à la charge du prestataire. Le prestataire devra rembourser toutes les avances et les acomptes versés pour les prestations annulées pour les motifs évoqués ci-dessus.

Désistement des participants à l'activité

Seuls les désistements intervenant dans les 30 jours qui précèdent le départ de chaque séjour, seront facturés à l'Apasev si elle ne les a pas signalés.

Annulation de séjour

- du fait du prestataire

L'annulation prononcée par le prestataire donnera lieu à une proposition de remplacement de séjour prévu au BPU au même prix.

L'Apasev se réserve le droit de vérifier sur place les nouvelles conditions d'accueil aux frais du prestataire et de refuser si le séjour n'est pas conforme aux caractéristiques demandées. Si l'annulation intervient après passation du bon de commande, la Ville récupère l'avance de 30 % qu'elle aura éventuellement versée.

- du fait de l'Apasev

Après passation du bon de commande, aucun remboursement ne sera réclamé au prestataire sur l'avance qui lui aura été faite.

Les annulations doivent être signifiées à l'autre partie le plus tôt possible et par courriel.

16 - Dérogations

- L'article 7.1 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services